



CABINET DU PREMIER MINISTRE

Journées de l'Industriel

**Intervention de Madame Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA,
Premier Ministre, Chef du Gouvernement**

« Ancrer le Gabon dans la voie d'un développement industriel, inclusif et durable »

Libreville, le 10 novembre 2022

- i. Bonjour à tous et merci de prendre part à ces journées consacrées à l'Industrie.
- ii. Le thème retenu est particulièrement bien choisi. Il traduit parfaitement la Très haute ambition poursuivie, depuis 2009, par le Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence Ali BONGO ONDIMBA, à travers le Plan Stratégique Gabon Émergent (PSGE). Le PSGE a été contextualisé par le biais du Plan de Relance de l'Économie (PRE) et du Plan d'Accélération de la Transformation (PAT).

Pourquoi ? Tout simplement, parce qu'il il fallait répondre aux défis posés par un environnement économique instable et incertain. Un environnement qui a vu notre pays être confronté, successivement, à deux crises majeures en moins de dix ans.

- iii. « *Ancrer le Gabon dans la voie d'un développement industriel, inclusif et durable* », c'est avant tout réaffirmer un engagement, c'est asseoir un choix économique et c'est confirmer, oui, confirmer la volonté politique du Président de la République, celle de réaliser le Gabon Industriel contenu dans le PSGE.

- Une politique favorable à la prédominance des activités de transformation au détriment de l'extraction et de l'exportation des matières premières, dans le but de capter et d'augmenter la valeur ajoutée qui en résulte ;
 - Une politique favorisant la mise en place des conditions pour une redistribution toujours assurée de la richesse générée. Cette redistribution se traduirait par la qualité de l'investissement social, notamment dans les secteurs de l'éducation et de la formation, de la santé, de l'accompagnement à la création d'emplois, et dans le domaine du soutien aux populations vulnérables ;
- Une politique favorable à la prise d'initiatives fortes, pour réaliser le développement industriel inclusif.

- iv. Depuis le début de la deuxième décennie des années 2000, l'enjeu majeur des politiques nationales a consisté à organiser et à planifier la transition d'une économie exportatrice de matières premières, vers une économie productive et plus diversifiée. Une économie s'appuyant sur une transformation des matières premières, tels qu'entre autres, le bois, le palmier à huile, pour une meilleure contribution au Produit Intérieur Brut (PIB).
- v. C'est d'ailleurs dans ce sens que le Gabon s'est doté, en 2013, d'une Stratégie Nationale d'Industrialisation (SNI) qui condense l'ensemble des programmes et actions à mettre en œuvre pour réussir cette transition.
- vi. Dix ans après, que retenir de cette approche de développement industriel de l'économie gabonaise ?
 - a. **Premièrement**, qu'elle parvient, progressivement à construire sa résilience grâce aux choix courageux qui ont été faits dès 2009, en décidant d'accentuer les efforts en faveur des secteurs présentant un fort potentiel de création de richesse et d'emplois.

Il est bon souvent de rappeler que la brutalité de la crise pétrolière de 2015 nous a démontré que le Gabon apprenait à moins dépendre du pétrole dans la mesure où le secteur hors-pétrole arrivait à atténuer les effets d'une crise qui aurait pu être dévastatrice, si les réformes engagées dans les nouveaux secteurs de croissance n'avaient pas porté leurs fruits.

En 2017, alors que le baril de pétrole se vendait à 40 USD et que les recettes pétrolières avaient diminué de presque 70%, se situant autour de 423 milliards de FCFA¹, les recettes hors-pétrole, bien qu'en baisse, avaient permis de surmonter les effets de cette crise, puisque n'affichant qu'une baisse de 21% qui les portait à 1001 milliards de FCFA.

Aujourd'hui, le poids du PIB non-pétrolier est passé de 56% en 2010 à près de 80% en 2021.

S'il est vrai que, pris individuellement, le poids du pétrole reste important dans l'économie nationale (26% du PIB contre 2,3% pour l'industrie du bois), nous pouvons nous satisfaire de la tendance globale enregistrée pour l'ensemble du secteur hors-pétrole.

Un secteur hors-pétrole pour lequel des efforts doivent être encore faits pour augmenter le niveau des investissements, et partant d'attractivité de ces secteurs à fort potentiel pour que leur contribution au développement du pays soit plus forte, et prenne définitivement le relais du pétrole.

La transformation de l'économie gabonaise est en cours. Mais, elle doit être amplifiée et accélérée. C'est tout le sens du Plan d'Accélération de la Transformation (PAT) que met en œuvre aujourd'hui le Gouvernement.

- b. **Deuxièmement**, cette approche du développement, industriel de l'économie gabonaise doit produire beaucoup plus de richesse qu'aujourd'hui pour contribuer à réduire le niveau de pauvreté et des inégalités sociales.
- vii. C'est en cela que notre action publique doit davantage se déployer pour rendre les nouveaux secteurs productifs plus attractifs pour les investisseurs, en améliorant le cadre des affaires.

Nous devons par conséquent nous montrer innovants et attentifs aux spécificités de chacun de ces secteurs pour adapter les financements et les partenariats, avec le souci de privilégier toujours l'initiative privée.

Bien évidemment, je voudrais insister ici sur le rôle que l'État doit jouer, de plus en plus, dans la réalisation de cette ambition, en créant davantage de conditions, par le développement des

¹ En 2013, les recettes pétrolières étaient de 1.344 milliards FCFA et les recettes hors pétrole de 1.278 milliards FCFA.

infrastructures de transport et énergétiques, par l'éducation et la formation. Un Etat qui anticipe et encourage le développement des initiatives privées.

- viii. En alliant stratégie de développement des exportations (mines, agro-industrie), substitution des importations (agriculture) et développement d'une industrie lourde (développement et production du gaz), notre pays adopte une démarche prudente basée sur la maximisation du potentiel positif de chacune d'elles, fort des marchés qu'elles servent, et des atouts du pays dans ces différents domaines.
- ix. Enfin, je terminerai par la nécessité de rendre pérenne notre action de développement. Les efforts de développement d'aujourd'hui ne doivent pas se faire au détriment des générations futures. C'est en cela que notre développement industriel doit être durable.

Je vous remercie.